

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 0268

NOTE

16 / 20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

3

COMPOSITION DE

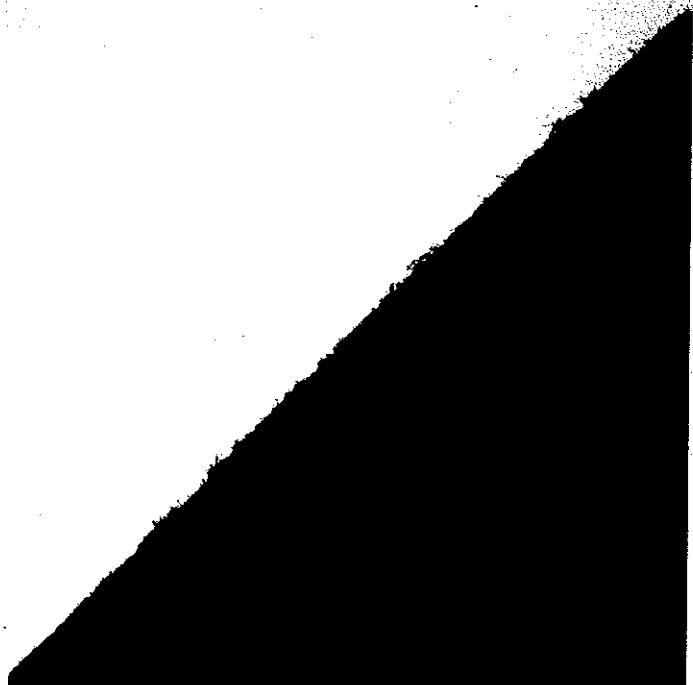
Culture générale

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)

Car



"Qui attend de l'Etat aujourd'hui?"

"L'Etat, c'est moi!" avait déclaré le monarque absolu Louis XIV. Dans l'Ancien Régime en effet, tout passait par la volonté exclusive du Roi qui assurait le fonctionnement des institutions, dirigé dans son seul intérêt.

Aujourd'hui, dans un régime républicain et démocratique comme celui de la IV^e République, le rôle de l'Etat a évolué et n'est plus incarné dans un seul homme. Il est constitué de structures politiques et sociales dont les ministères et leurs services en sont une forme d'expression.

Si l'Etat visait selon la théorie de Max Weber à l'exercice d'un "monopole de la violence légitime", qu'en est-il aujourd'hui? En effet, selon lui, les citoyens délèguent leur liberté - en partie - à l'Etat qui en échange assure leur protection qu'elle soit physique, économique ou sociale. Or il semble que les demandes des citoyens aient désormais évolué vers des attentes plus diverses et des corps insatisfaits. Face à un monde globalisé et interconnecté de nouvelles menaces font peur (cybercriminalité, catastrophes nucléaires...). Devant de telles attaques, sans visage et sans frontière, les valeurs traditionnellement défendues par l'Etat sont menacées et la confiance à l'origine du contrat social signé entre les citoyens et l'Etat semble rompre. Même s'ils ne savent plus ce qu'ils peuvent attendre de l'Etat les citoyens demandent toujours plus de protection et de sécurité, tout comme ils recherchent une plus grande égalité entre eux.

A contrario on observe simultanément une volonté d'affranchissement de l'Etat pour atteindre une plus grande compétitivité par le biais du marché et ce par plus de liberté. On ne veut pas que l'initiative privée ainsi que

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

les libertés (d'aller et venir, de penser, ...) soient atteintes au nom d'une volonté plus sécuritaire de l'État, perçue comme dangereuse pour les droits fondamentaux.

Alors l'État a-t-il encore un rôle à jouer, et si oui, lequel ?

S'il semble que le rôle traditionnel de l'État soit en crise, rejetant pourtant les excès du passé de trop ou trop peu d'État (I), nous pouvons cependant encore attendre de lui la défense de valeurs indispensables à son fonctionnement, soutenus par de nouveaux moyens qui le reforment et le contrôlent (II).

* *

*

L'État est aujourd'hui en crise face aux enjeux du monde contemporain, les nouvelles menaces auxquelles font face nos sociétés globalisées remettent en cause les fondements même du pacte social. Pour autant les excès du passé testent le tout-État ou le peu d'État ont révélé leurs apories.

Des philosophes classiques Locke et Hobbes ont tout deux élaboré une théorie de l'État issue d'un état de nature inhérent aux Hommes. Pour le premier, le homme égoïste et en concurrence perpétuelle devrait trouver une instance supérieure pour réguler leurs intérêts économico-politiques. Pour le second c'est l'état de guerre permanente et la lutte de tous contre tous qui devrait amener un Leviathan régulateur et pacificateur. À l'origine du contrat social ces théories devaient alors expliquer la délégation d'une partie de leur liberté de citoyens à l'État en échange d'une protection donnée par le détenteur du débrain "monopole de la violence légitime" (Weber).

Cependant cette vision idéale ne semble plus correspondre aux défis contemporains auxquels l'État ne paraît plus en mesure de répondre. Alors qu'en 1945 après le trauma de la seconde guerre mondiale la volonté de reconstruction et de

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Solidarité faisaient émerger - avec les théories de Keynes - l'État-Providence (ou le "Welfare State" - État de Bien-Être - en anglais), il semble aujourd'hui ce modèle en faillite. Si on en croit Pierre Rosanvallon dans le cin de l'État Providence, le déficit toujours plus grande de notre système de Sécurité Sociale menacent le système tout entier. Pour Nicolas Baverez dans un pamphlet la France qui tombe c'est tout le Storage endémique qu'a la France à se réformer qui est en cause. La protection économique et sociale promise par le contrat social est désormais remise en cause : par des chiffres du chômage toujours très élevés ^{et par} des crises économiques qui se multiplient et dont les effets globalisés augmentent l'impact et la rapidité de propagation (cf. le cin de subprime de 2007, dont les effets sur les économies sont toujours patents). La compétitivité accrue face aux pays émergents fait que l'État ne peut plus garantir le même niveau de compétitivité car le protectionnisme reste une mesure contraire au libre-échange.

En matière sociale et politique c'est la défiance des citoyens à l'égard des trois pouvoirs déjà par l'interprétation dans l'Esprit du Libre ^{qui est à l'œuvre} le législateur légifère trop et mal mettant en danger la sécurité juridique ; le pouvoir judiciaire commet des erreurs inadmissibles par un État de droit (affaires Dilly, Dubreuil) ; le pouvoir politique semble corrompu... C'est en tout cas ce que révèle l'enquête de Pierre Cahue "la société de défiance" qui analysant une étude statistique du "World Survey Value" en conclut que la défiance à l'égard de l'État et des ses structures et représentants est en France une des plus élevées par rapport au reste du monde.

Enfin l'intégrité physique, troisième composante que l'État doit protéger. Or le pacte social, et elle-même remise en cause par l'émergence du terrorisme international qui frappe au hasard des populations civiles. Dans la leçon du 11 Septembre l'historien américain Robert Carr explique pourquoi il est vain pour l'État de tenter d'y répondre par les instruments traditionnels de la justice,

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

ce qui a pourtant tenté G. W. Bush - ralliant quelques pays européens - lors de la guerre en Afghanistan. D'autres menaces de types pandémiques mettent également en danger la santé des citoyens et appellent une réflexion sur le "principe de précaution" développé par l'OMS au nom duquel face à des conséquences incertaines il faut prendre toutes les mesures possibles pour endiguer les dangers potentiels.

Ainsi les demandes des citoyens se sont accrues en parallèle à la mortification de nouveaux risques auxquels l'Etat ne semble pas en mesure de répondre. Pour autant le passé nous enseigne que la solution ne se trouve pas dans plus d'Etat ni dans moins d'Etat.

En effet afin de rechercher ce que nous sommes en droit d'attendre de l'Etat aujourd'hui ses excès passés peuvent nous enseigner la voie à ne pas suivre.

L'expérience de trop d'Etat a pu s'exprimer lors des régimes totalitaires des années 30-40. Au fondement même du totalitarisme ^{se trouve} un corps social totalement intégré à l'Etat. On façonne alors un homme nouveau qui doit répondre aux attentes du nouveau régime, et tout ce qui ne correspond pas au modèle doit être exclu - voire éliminé. Cet Etat tout puissant s'inspire dans une propagande envahissante qui fixe le dogme de laquelle on ne peut s'écarter. Le roman de science-fiction d'Orson Wells 1984 a parfaitement décrit le phénomène à travers un œil tout puissant, symbole de l'Etat qui voit tout. Il y décrit également une bureaucratie aveugle qui délègue sa conscience à la hiérarchie, "qualité du mal" qu'analysera Hannah Arendt qui amènera des responsables nazis à Nuremberg à se dédouaner de leur responsabilité au nom du respect dû à l'autorité.

Ainsi le trop d'Etat, l'Etat onnipotent conduit aux pires dérives d'autant qu'il retire à ses exécutants leur conscience et leur libre arbitre.

Par autant l'extrême inverse de l'abus ou du moins de la limitation au minimum des rôles de l'Etat est-elle souhaitable ou son contraire? Le mouvement anarchiste qui prône l'abolition de toute la structure de l'Etat est toujours resté marginal assistant souvent par une violence destructrice qui n'a pas su convaincre la foule. Cependant, un autre mouvement prône la limitation des rôles de l'Etat. A l'inverse sur l'échiquier politique il est relayé par les libéraux qui souhaitent l'exercice total des lois du marché, par le jeu de l'offre et de la demande. Suite aux chocs pétroliers des années 70 Margaret Thatcher au Royaume-Uni et Ronald Reagan aux Etats-Unis appliquent dans les années 80 la thèse ultra-libérale de Hayek. Ils privatisent de nombreuses entreprises et "laissent faire" comme le veut le jeu de la main invisible^(A. Smith). Si les dégâts humains sont en rien comparables à ceux du nazisme ou du stalinisme, la crise économique ne s'est pourtant pas résorbée et la montée des inégalités du fait du rattrapement d'un Etat régulateur semble avoir fait son temps. En effet la répression de l'Etat à la récente crise des subprimes a été un soutien des Etats au système bancaire et financier jamais vu auparavant à l'image des 700 milliards de dollars versés par le gouvernement américain au soutien de son économie. L'absence des rôles régulateur et protecteur de l'Etat ne semble donc pas prochaine.

Ainsi, face aux échecs avérés de l'Etat Providence face à la crise sociale, économique, mais aussi aux menaces faites à l'intégrité de

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

ses citoyens, il semble qu'il faille ré-envisager le rôle de l'État. Cependant face aux apories des tentatives de trop d'État ou de trop peu d'État il semble que le rôle que l'État a à jouer aujourd'hui ne se situe pas dans une place plus ou moins importante de l'État régulateur et protecteur mais dans la recherche d'un équilibre res plus de qualité, ^{un} "meux" d'État.

*

Repenser le rôle de l'État implique de voir quelles valeurs les citoyens souhaitent lui voir défendre et comment il y parvient. Dans cet exercice on observe que des valeurs traditionnelles sont protégées tout comme de nouvelles qui émergent du fait des limites observées auparavant. Dans ce rôle l'État est secouru par des structures qui lui sont extérieures mais également par le citoyen.

En effet, l'État doit réinstaurer la confiance entre lui et les citoyens pour consolider le pacte social. Cela passe par le défun de valeurs traditionnelles comme de nouveaux enjeux. La valeur de l'égalité au cœur même de la devise française doit être repensée à la lumière de apories soulevées. Trop d'égalité risque de faire dériver le régime vers un égalitarisme pouvant mener au totalitarisme. Afin d'éviter cela le philosophe John Rawls a proposé le concept d'équité dans sa Théorie de la justice (1971). Il introduit alors le point de "voilement" qui serait le seuil qu'une société devrait atteindre pour être équitable : le desir où toutes les inégalités sont la plus justes. En rendant à chacun les places accessibles de la même manière il fonde le système méritocratique où en fonction des efforts fournis chacun trouve sa juste place dans l'échelle sociale. Cette théorie a pu être adaptée à des mesures concrètes telles que les programmes

d'égalité des chances menées par les Grands Écoles en développant des accès réservés aux jeunes issues de milieux défavorisés.

Conçue de l'égalité, la liberté est elle aussi une valeur traditionnelle souhaitée par les citoyens, défendue par l'État au nom de tous. Elle s'incarne dans le principe de légalité inscrit par Beccaria dans son traité des délits et des peines qui fait de la loi et de son respect le fondement de la justice - et de la possibilité de priv. de liberté. Le principe de liberté contrebalance toujours celui de sécurité également recherché par les citoyens. Un exemple la vidéosurveillance qui sera adoptée par la loi LOPPIE en septembre 2010 est donc très encadrée afin de protéger les droits et libertés fondamentaux.

Mais au delà de ces valeurs classiques, de nouvelles ont émergé nécessitant également une présence républicaine et protectrice de l'État. Forme évoluée de la fraternité de la devise française, la solidarité avait d'ailleurs failli la suppléer aux côtés de la liberté et de l'égalité*. Cette valeur est au cœur même de la vie française comme en témoignent son système actuel de retraite. Cependant on peut observer une tendance à l'évolution vers une combinaison des systèmes anglo-saxon de protection - modèle américain - et le modèle français universel. Cela s'illustre aux États-Unis par le vote de la réforme du système de santé en 2010 tendant vers un modèle universel et a contrario en France par le développement de nouvelles primes et de l'épargne pour compenser le système universel.

Un autre principe fondamental défendu par l'État français est celui de la laïcité. Malgré une volonté d'un respect de la diversité de croyances religieuses, le principe de laïcité irrigue le fonctionnement des services publics de l'État et pourrait être amené à se renforcer. Outre l'obligation de neutralité de

* par une proposition de N. Aubry

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

ses ajuts, l'État interdit le port de signes religieux ostentatoires par les élèves. Il oblige également la tête nue (sans foulard ou turban rituel) sur les photos des documents officiels. Ce principe pourrait même être amené à être encore plus strict si, suivant la Belgique, la France votait une loi d'interdiction générale du port de la burqa et du niqab dans les lieux publics.

Afin de répondre au mieux à toutes ces attentes des citoyens envers l'État - auxquelles il semble parvenir à répondre (liberté, égalité, solidarité, laïcité) amenant ainsi la protection et la régulation dans une juste proportion, l'État est modéré. En effet, afin d'éviter une dérive d'un État trop présent et sans garde-fous, des institutions se sont développées, qui ne remplacent cependant pas le rôle que peut avoir à jouer le citoyen.

De façon supranationale, l'État fait partie de l'Union Européenne et est signataire de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et de Sauvegarde des Libertés. Ainsi l'État se voit contrôlé afin de correspondre aux exigences d'un État de droit en accord avec la volonté des autres pays. Ainsi l'État peut améliorer ce qui peut être exigé de lui - comme par exemple des prisons respectant la dignité humaine.

A ces instances supranationales se rajoutent des instances nationales qui font partie de l'État parviennent tout de même à maintenir une certaine autonomie. Il s'agit notamment des Autorités Administratives Indépendantes (AAI). Elles ne sont pas récentes puisque la première a été créée en 1973 (le Médiateur de la République) mais elles tendent à se multiplier afin de couvrir tous les champs d'action de l'État pour mieux le contrôler. A leur tête leur Président a des pouvoirs vis-à-vis du pouvoir exécutif. Son mandat est en général long et non renouvelable. Depuis la

réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008 l'une d'entre elle a été
constitutionnelle. Il s'agit du Défenseur des droits (F.D.C.) qui devrait faire
fusionner plusieurs A.D.I. : le Défenseur des enfants, le H.A.U.F.E., la Commission de Déontologie
notamment. En tant qu'autorités administratives elles participent de l'action de
l'Etat, mais leur indépendance leur permet d'avoir le recul suffisant pour
pouvoir contrôler l'action de l'Etat.

Un second contrefort - contrôlant et renforçant l'action de l'Etat - s'incarne
dans le rôle que peut jouer le citoyen lui-même pour renforcer l'Etat.
Dans la contre-démocratie, Pierre Rosanvallon appelle à une sorte de
démocratie pour venir soutenir l'Etat. Les attentes des citoyens ont changé
et les difficultés des pouvoirs à se contrebalancer étant devenues plus
importantes, Rosanvallon appelle au retour du citoyen. Un citoyen au triple
rôle : de surveillant, de veto et de juge. Ainsi amené à réinvestir le champ
politique celui-ci créerait une contredémocratie non pas en opposition à
la démocratie que nous connaissons mais "tout contre elle", tel un contrefort.

* * *

Ainsi nous pouvons encore croire que l'Etat a un rôle à jouer
aujourd'hui et les citoyens peuvent encore attendre beaucoup de lui.
Cependant force est de constater qu'il a ses limites et que face aux
défis actuels de mondialisation et de crise multi-sectorielle il convient de
renouveler son rôle traditionnel afin de mieux s'adapter aux enjeux contemporains.
Les citoyens ne doivent cependant pas tout attendre de lui et ils doivent
donc de leur côté apporter leur pierre à l'édifice en contribuant à renforcer
la qualité de l'intervention de l'Etat. Voilà pourquoi ce n'est pas moins
d'Etat ou plus d'Etat que nous sommes en mesure d'attendre aujourd'hui,
mais mieux d'Etat.